



**DIRECTION GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE À LA FABRIQUE DE LA VILLE
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**

DÉPARTEMENT DES MOBILITÉS

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction et le suivi du
marché d'étude concernant la vulnérabilité au risque inondation du
réseau de transports collectifs de Nantes Métropole - Relance**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Procédure formalisée

(Article R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique)

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

Date limite de réception des plis : 11 septembre avant 12h00

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 – Objet du marché

Le présent marché porte sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de Nantes Métropole pour la passation du marché d'étude portant sur la **vulnérabilité du réseau de transport collectif face au risque d'inondation par débordement et par ruissellement** et l'identification de mesures d'accompagnement visant à la réduction de sa vulnérabilité et du délai de remise en état, en lien avec le Plan de Continuité d'Activité.

La présente consultation est une relance. La précédente consultation a été déclarée sans suite pour motif d'intérêt général tenant à la nécessité de redéfinir le besoin.

1.2 - Nomenclatures

Famille – nomenclature achats interne	ETS15 Études, conseils et assistance en lien avec l'environnement, le climat et la santé environnementale
Code CPV	71241000-9 études de faisabilité, service de conseil, analyse

ARTICLE 2 – Caractéristiques du marché

2.1 – Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

2.2 – Forme et décomposition du marché

Le marché se présente sous les traits d'un marché à prix mixtes.

Aucun allotissement n'est prévu car les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

2.3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée maximum de 3 ans, à compter de sa date de notification.

La notification du marché vaut lancement de la prestation.

2.4 – Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.5 – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Aucune PSE n'est prévue.

2.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- * Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe « Dématérialisation »
- * L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- * Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- * Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- * La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 – Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R.2161-4 du Code de la commande publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

4.1 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
<p>L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment complété par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat</p> <p>Dans un souci de prévention des conflits d'intérêts, le candidat est invité à faire état des liens de toute nature (professionnels, économiques, familiaux, ...) qui l'unissent aux opérateurs économiques susceptibles d'être intéressés par les marchés ultérieurs pour lesquels, s'il est désigné titulaire du présent marché, il participera, en appui du maître d'ouvrage, à la rédaction et/ou à l'analyse des offres.</p> <p>Le candidat précisera ainsi, et notamment, l'identité de ses actionnaires ainsi que les entreprises dans lesquelles ces derniers possèdent une participation ou exercent un rôle de dirigeant.</p>
<p>Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dûment renseigné</p>
<p>Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sa compréhension de la mission, l'organisation et la méthodologie proposées au travers d'une note méthodologique (moyens humains (appuyés des CV des personnes de l'équipe proposée) et matériels, outils d'aide à la décision, etc.) • Un calendrier de réalisation des prestations décrivant chaque étape telles que définies dans le CCP (la description des tâches et études envisagées, leur déroulement et leurs modalités d'exécution) • Les formations / qualifications / certifications du prestataire aux enjeux de développement durable en rapport avec la thématique du marché. • -Préciser le degré de prise en compte et de minimisation de l'empreinte écologique des prestations du marché, au travers de l'organisation et des moyens matériels / immatériels que les candidates se proposent de développer / déployer pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
<p>L'annexe « Données de la collectivité », dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u>, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)</p>

En cas de co-traitance, l'annexe « Répartition co-traitants » dûment renseignée
En cas de sous-traitance d'une part des prestations, l'annexe « déclaration sous-traitant » ou un formulaire DC4* dûment renseigné

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.2 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement <i>♦ En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat pour des prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.3 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation

ARTICLE 5 – Jugement des offres et sélection des candidatures

5.1 – Critères pondérés retenus pour le jugement des offres

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre :	50
- Qualité et pertinence de la chronologie de chaque étape que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des prestations	25
- Pertinence de la compréhension de la mission, de l'organisation proposée et de la méthodologie y compris les moyens humains que le candidat projette d'affecter à la réalisation des prestations (l'organisation des équipes et les compétences des personnes qu'il s'engage à mobiliser détaillée pour chacune des étapes)	25
Valeur environnementale :	10
- Les formations / qualifications / certifications du prestataire aux enjeux de développement durable en rapport avec la thématique du marché.	5
- Degré de prise en compte et de minimisation de l'empreinte écologique des prestations du marché, au travers de l'organisation et des moyens matériels / immatériels que les candidates se proposent de développer / déployer pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.	5
Prix des prestations	40
Coût global de la mission et répartition des temps affectés à chaque élément de la mission (au travers la DPGF)	

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 – Critères intervenant pour la sélection des candidatures

La capacité économique et financière, l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, les capacités techniques et professionnelles.

ARTICLE 6 – Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R.2143-6 et R.2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L.2141-7 à L.2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

contact.marches@nantesmetropole.fr